



## Réunion d'experts sur la crise humanitaire à l'Est de la RDC (partie 2)

Jeudi 8 mai 2025 | 15:00 - 16:30 CEST | ZOOM

### *Rapport de synthèse*

*Ce rapport a été rédigé sur la base des discussions qui ont eu lieu au moment de la réunion et n'a pas été mis à jour pour inclure les développements et les événements qui ont eu lieu depuis lors.*

Le 6 mars 2025, KUNO a organisé une réunion d'experts sur le Congo oriental. Au cours de cette réunion, la crise humanitaire et les différents niveaux de l'escalade du conflit suite à l'offensive du M23 ont fait l'objet de discussions approfondies.<sup>1</sup> Le bilan humanitaire du conflit est immense : des milliers de personnes sont privées d'une aide vitale, les violences basées sur le genre se sont multipliées et on estime à quatre millions le nombre de personnes déplacées dans le Nord et le Sud-Kivu.

### Intervenants

- **Lucas Bredal**, analyste régional en RDC, International NGO Safety Organisation (INSO),
- **Représentant d'une ONG congolaise**
- **Justine Masika**, Coordinatrice, Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles (SFVS)

KUNO a organisé cette réunion de suivi afin de faire le point sur les défis à relever pour répondre aux besoins humanitaires dans la région. Cette réunion d'experts était modérée par **Kiza Magendane**, écrivain indépendant, politologue et entrepreneur social.

**Lucas Bredal** a commencé par donner un aperçu de l'impact de la situation actuelle sur la sûreté et la sécurité des ONG. En 2025, le M23 a rapidement pris le contrôle des principales zones et villes de l'est de la RDC, avec des prises de territoire à une vitesse sans précédent. Cette expansion rapide a modifié la dynamique des conflits locaux et accru l'insécurité. Dans ce contexte, il est difficile d'anticiper les risques en raison de l'incertitude quant aux lieux où les attaques peuvent se produire chaque jour, voire chaque semaine. En outre, l'environnement humanitaire est très complexe, avec une

---

<sup>1</sup> Le rapport de synthèse de cette réunion est disponible [ici](#).

augmentation spectaculaire des incidents humanitaires en 2025 par rapport aux années de conflit précédentes. Dans le Nord et le Sud-Kivu, les meurtres ont augmenté d'environ 60 % et les arrestations de 25 % par rapport à la moyenne annuelle totale des trois dernières années. Ces arrestations ( ) se produisent principalement dans les zones frontalières, lors de la traversée entre des zones dont le contrôle territorial diffère. Ces faits reflètent une surveillance accrue et une érosion de la confiance envers les humanitaires de la part de toutes les parties. En conséquence, la pression exercée sur les humanitaires s'accroît du fait des exigences administratives, de la double imposition et du rétrécissement de l'espace opérationnel.

Un représentant de l'ONG nationale a parlé de l'impact de la situation actuelle sur les organisations congolaises et de la manière dont elles s'efforcent d'adapter leurs opérations pour répondre aux besoins actuels. L'offensive du M23 a eu un impact considérable sur les civils et les organisations humanitaires. Les combats à Goma et Bukavu ont détruit les fondations sociales et économiques des villes. Les maisons ont été systématiquement détruites, les entrepôts humanitaires ont été pillés et les camps de déplacés autour de Goma ont été démantelés. Ces personnes déplacées sont tenues de retourner immédiatement dans leurs communautés d'origine sans aucune assistance humanitaire. En outre, les aéroports de Goma et de Kavumu ainsi que de nombreuses banques ont été fermés en raison des combats.

Cette situation a eu de nombreuses répercussions sur les organisations nationales et internationales opérant dans le Nord et le Sud-Kivu. Premièrement, les interventions humanitaires ont été suspendues ou arrêtées dans les camps de déplacés autour de Goma, ce qui a entraîné des pertes d'équipement, de fournitures et d'installations utilisées dans les camps. Deuxièmement, l'aide humanitaire n'est pas en mesure d'atteindre les organisations en raison de la fermeture des aéroports, et la fermeture des banques a laissé les organisations sans accès à leurs comptes financiers. Les organisations locales, nationales et internationales doivent plaider en faveur de la réouverture de ces installations. Troisièmement, l'évacuation du personnel international et la fermeture des bureaux des ONGI ont affaibli les activités menées en partenariat avec les organisations locales. Avec le retour non préparé d'environ 700 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, les besoins humanitaires sont trop nombreux par rapport à la réponse disponible. Afin de répondre à ces défis et à ces besoins, les organisations nationales procèdent à des évaluations multisectorielles pour déterminer les besoins prioritaires. Avec la fermeture des banques, les organisations humanitaires s'appuient sur les banques opérant dans les territoires les plus proches sous le contrôle du gouvernement de Kinshasa. C'est le cas dans le territoire de Beni au Nord-Kivu et à Bunia dans la province de l'Ituri. Les organisations font appel à des agents bancaires pour transférer l'argent, ou demandent à leurs fournisseurs d'ouvrir des comptes dans les mêmes banques afin d'être payés par des ordres de virement.

Des actions concertées de plaidoyer impliquant tous les acteurs au niveau local, national et international sont nécessaires pour assurer l'ouverture rapide et urgente des aéroports (Goma et Kavumu), des banques et le déblocage de l'aide humanitaire américaine via l'USAID pour sauver des vies en proie à la misère. Une autre recommandation est que les ONGI nationales et locales et les autres acteurs se mobilisent pour plaider en faveur du maintien du Programme régional Grand Lac des Pays-Bas pour la stabilité à l'Est de la RDC.

La dernière intervenante, **Justine Masika**, a parlé de l'impact du conflit sur les femmes et du rôle des femmes pour changer les choses. Les gens vivent dans un état de peur permanent, pour eux-mêmes et pour leurs enfants. Cette guerre a provoqué une augmentation de la violence à l'encontre des femmes et des filles - toutes les quatre minutes, une femme est violée dans l'est de la RDC. Le contexte humanitaire dans cette région est extrêmement difficile, ce qui complique le travail des organisations humanitaires. Outre la violence sexiste, les femmes sont également touchées de manière disproportionnée par le conflit. L'effondrement des infrastructures sanitaires et de santé a gravement affecté leur bien-être. De nombreuses femmes dépendent également des prêts et des crédits bancaires pour subvenir à leurs besoins de base, mais la fermeture de ces institutions financières leur en a coupé l'accès.

Parallèlement, les femmes participent activement aux négociations de paix. Pendant toutes ces années de conflit dans l'est de la RDC, les femmes ont joué un rôle essentiel dans les communautés. Pourtant, ces femmes sont souvent mises de côté lors des négociations de paix. La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies réaffirme le rôle important des femmes dans les négociations de paix, non seulement en tant qu'observatrices, mais aussi en tant que participantes actives. Toutefois, cette résolution n'a pas été bien mise en œuvre dans la pratique. Les organisations œuvrant pour les droits des femmes ont souvent été minimisées. Il est important de soutenir ces organisations, compte tenu du lourd tribut payé par les femmes pendant les conflits.

### **Discussion et réflexion**

L'auditoire a exprimé son inquiétude quant à l'instauration de la paix dans l'est de la RDC par le biais des négociations en cours sur le cessez-le-feu, et quant au maintien de la paix dans la région par la prévention de l'extension du conflit à d'autres pays. La situation n'est pas entièrement optimiste, car les accords précédents - tels que le processus du Rwanda - et les déclarations unilatérales n'ont cessé d'être violés. Toutefois, l'attention internationale accrue du Qatar et des États-Unis pourrait augmenter les chances d'un accord de cessez-le-feu plus fiable. Chacun des acteurs de la guerre cherche à défendre et à promouvoir ses propres intérêts. C'est pourquoi le secteur humanitaire a un rôle important à jouer dans le renforcement de la cohésion sociale.

Le retour non préparé de centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays est très préoccupant. Pendant deux ans, les personnes déplacées ont vécu dans des camps autour de Goma et sont maintenant forcées de retourner dans leurs communautés d'origine sans aucune préparation ni assistance. Beaucoup n'ont pas pu retourner dans leurs anciennes maisons, parce qu'elles ont été détruites et qu'il n'y avait pas assez de ressources pour qu'elles puissent subvenir à leurs besoins. Les organisations humanitaires disposent de ressources limitées pour aider ces personnes. Certaines organisations locales ont lancé des programmes de subsistance, tels que des ateliers de fabrication de savon, afin de fournir aux gens des produits de première nécessité et de leur permettre de gagner de l'argent. Des évaluations multisectorielles ont montré qu'il était nécessaire de prendre des mesures pour aider les agriculteurs et d'apporter un soutien financier afin de rendre les communautés plus résilientes. En outre, les enfants doivent être réintégrés dans les écoles.

Par la suite, la question s'est posée de savoir comment rouvrir les aéroports et les banques dans l'est de la RDC afin de soutenir les opérations humanitaires. Actuellement, certaines organisations s'appuient sur les transferts mobiles pour transférer des fonds à Goma. Cependant, le gouvernement a exprimé sa volonté d'arrêter ces services, ce qui aggraverait la crise de liquidité. En outre, le transfert de fonds des pays voisins vers la RDC s'accompagne de taux de change élevés. La réouverture des banques est une question compliquée car elle risque de financer le M23 et d'autres groupes rebelles. Si elles sont rouvertes, il est possible que les groupes rebelles organisent un coup d'État pour prendre le contrôle des banques afin de continuer à financer leurs actions. Il est donc essentiel de s'engager avec les deux parties prenantes lors de la négociation de la réouverture des banques. Des problèmes similaires se sont posés avec la fermeture des aéroports ; les organisations humanitaires n'ont pas pu accéder à leurs stocks après la prise de Goma le 27 janvier.